

## **NOMINATION DE BARNIER : MACRON-LE PEN COMPLICES CONTRE LES TRAVAILLEURS**

La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !

### ***Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite***

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. **Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ?** À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. **Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.**

### ***Mettre notre colère au service d'un programme de lutte***

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écœurement mais aussi leur colère. De quoi

nous montrer la voie à suivre : **pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes.** Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

### ***Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations***

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». **Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population.** Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1er octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

## ***Les licenciements, c'est NIET !***

A Hellemmes, un jeune embauché est menacé de licenciement pour avoir consulté son téléphone lors d'une formation. La direction cherche à nous effrayer et à nous maintenir sous pression par des menaces de licenciement sorties du chapeau. Ne nous laissons pas intimider. **Dans cette société où tout coûte cher, virer un ouvrier, le priver de son salaire, c'est criminel.** Nous ne pouvons l'accepter. Les menaces du patron ne vaudront pas grand-chose si nous sommes nombreux à refuser tout net que cela arrive à nos collègues.

## ***A nous de serrer la vis !***

L'ambiance est au serrage de vis : c'est une véritable pluie de DE qui s'abat sur nous depuis quelques semaines / mois au boulot. Pour un oui, pour un non : DE ! **Les chefs se prennent au jeu, se planquent pour nous espionner et pouvoir nous tomber sur le dos au moment opportun.** Un flicage permanent et grotesque qui aurait presque quelque chose de comique si ce n'était pas aussi irritant au quotidien. Restons solidaires et ne cédon pas un pouce de terrain face à ces tentatives d'instaurer un climat de peur et de division entre nous.

## ***Poulet-mayo-poussière***

Dans le même registre, le DET semble avoir trouvé un nouveau hobby : empêcher les collègues de venir se restaurer à la cantine le temps d'une pause ou avant d'attaquer la journée. Il nous somme de retourner bosser. **On est d'accord, un sandwich, c'est quand même bien meilleur quand ça ne traîne pas dans la poussière de l'établi et dans le bruit...** mais ça le DET ne peut pas le savoir, son bureau est sans doute encore plus clean que la cantine ! A l'occasion nous pourrions lui proposer de tester par lui-même.

## ***Tout compte fait...***

Cet été la direction a annoncé que le groupe SNCF avait réalisé un « petit » bénéfice de 143 millions d'euros sur le premier semestre. Bien loin des milliards des deux dernières années ! Elle a aussi annoncé un « plan d'économie » de 300 millions euros pour le second semestre, « en complément des plans de performance habituels », dans un « contexte économique incertain ». Ah bon ? Ce qui est incertain, ce sont les chiffres communiqués. **Cette année la boîte a d'abord soustrait les sommes qui seront investies dans le réseau avant de publier son bénéfice.** Nous ne contrôlons pas les comptes des entreprises, nous ne pourrions pas être certains des chiffres qu'avancent les patrons.

## ***La direction n'a pas de miroir ?***

Dans sa vidéo « Tolérance Zéro », Farandou et la fine fleur des dirigeants de la SNCF nous interpellent façon « justiciers sans merci » pour « mettre fin au sexisme dans l'entreprise » disent-ils. Rien que ça ! Mais, pour qu'on puisse les prendre au sérieux, **ils feraient mieux d'appliquer la « tolérance zéro » aux inégalités qu'ils font subir aux femmes cheminotes.** Rien que sur les salaires et l'emploi, dans l'entreprise les femmes représentent 50% des CDD alors qu'elles ne sont que 20% des

salariés. Le système d'EVS et de primes ampute le salaire après chaque maternité, et dès l'abrogation des grilles de salaires on a constaté une augmentation des inégalités salariales entre hommes et femmes. Que des hypocrites !

## ***Une plateforme... pour la forme !***

La « solution » avancée par la boîte pour éradiquer le sexisme en son sein ? Une plateforme de dénonciation des actes ou violences sexistes, qui doit déclencher des enquêtes internes confiées aux directions régionales ou d'établissement, qui prononcent des sanctions. Un DUO ou un DET qui fait la police et sanctionne sans aucune forme de contrôle : ce n'est pas vraiment révolutionnaire ni vraiment féministe. **Ce féminisme de façade permet à la direction de prétendre agir sans ne jamais rien changer.** Pour s'attaquer sérieusement au sexisme et aux inégalités, nous ne pouvons pas compter sur la direction. C'est dans nos collectifs de travail que nous pouvons agir, et par nos luttes que nous pourrions gagner de véritables avancées.

## ***La direction se tape l'affiche***

La pression sur les ASCT pour faire du chiffre continue. Pourtant, le retour du tarif de bord accroît les tensions à bord des trains. Mais pour la direction, peu importe la sécurité, il faut faire rentrer l'argent. **Des collègues d'Arras ont décidé d'exprimer leur mécontentement en réalisant des affiches parodiques qui dénoncent cette pression et les ont affichées dans le maximum d'endroits !** Cette fois, la direction se serait bien passée de figurer en haut de l'affiche !

## ***Leur concurrence, nos intérêts***

Le 15 décembre prochain, **416 collègues d'Amiens seront transférés de la SNCF à... la filiale privée de la SNCF qui a récupéré le marché TER du coin !** Les mêmes collègues, qui feront le même boulot ? Pas tout à fait ! Parce que le rabotage sur les conditions de travail sera au rendez-vous, avec des amplitudes horaires augmentées et déjà une cinquantaine de suppressions de poste prévues chez les mécanos. C'est la première pierre du processus d'attaques qui va concerner toute la région et au moins 3500 collègues. A ce nombre, en nous organisant, nous aurions les moyens de faire entendre nos intérêts et de refuser de nous faire tondre la laine sur le dos.

## ***Algérie : réélection sans surprise, mais pas sans fraude, de Tebboune***

Emmanuel Macron a adressé ses « plus vives félicitations » et ses « meilleurs vœux de succès » au président Abdelmadjid Tebboune pour sa réélection, avec un score record de 95 % des voix. Un des deux autres candidats en lice a dénoncé « une fraude », « une mascarade » et des « faux chiffres ». Il a notamment mis en cause le taux de participation qui ne s'établissait qu'à 26 % à 17 heures pour bondir miraculeusement à plus de 48 % trois heures plus tard, les autorités ne publiant aucun chiffre précis, mais se basant sur une mystérieuse « moyenne » établie par la préfecture. Dans ces conditions on se demande pourquoi Tebboune s'est donné la peine d'organiser une élection...